



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/N°509/6.1

Objet : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT – PARKING P2

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le code de la Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code Pénal,
Vu le code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,

Considérant les nuisances occasionnées par les fientes des étourneaux sur une partie du parking P2,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter toutes dégradations sur les véhicules en stationnement sur le dit parking,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires de sécurité ; afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date et lieu :

Afin d'éviter toutes dégradations causées par les fientes d'étourneaux, sur les véhicules en stationnement, les places situées sur le parking P2 côté route entre, la rue des Vignerons et le N°15 du Boulevard Diderot seront interdites au stationnement du :

➤ MERCREDI 16 AOUT 2023 AU VENDREDI 15 SEPTEMBRE 2023.

ARTICLE 2 :

Une information des usagers concernant l'interdiction de stationner est mise en place 48h00 avant. L'interdiction sera matérialisée par la pose de toulousaines et de panneaux de type B6d.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 4 : APPLICATION :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Madame la Directrice de l'Espace Public et de l'Environnement,
Monsieur le Directeur des Services Techniques d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Commandant d la Communauté de Brigade du Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 14 août 2023

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

